

ARRÊTÉ DE DELEGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURES

1^{ERE} ADJOINTE CORINNE CONSTANTIN

Le Maire de la commune de Laurens,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2122-18 et suivants,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 21 Mars 2026 fixant le nombre d'adjoints au maire,

Vu le procès-verbal d'élection du maire et des adjoints en date du 21 mars 2026

Considérant qu'il convient, pour la bonne administration communale, de déléguer une partie des fonctions du maire aux adjoints,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : A compter du 23 Mars 2026, Madame Corinne CONSTANTIN, 1^{ère} Adjointe au Maire, est déléguée pour intervenir dans les domaines suivants :

- **École – Culture – Vie Associative – Animation – Sport**

- Elaboration et suivi des dossiers nécessaires aux réunions de la Commission Municipale dont elle pourra assurer la présidence en vertu d'une délibération du conseil municipal
- Participation au conseil d'école et aux différentes réunions relatives aux domaines de ces délégations

ARTICLE 2 : Dans le cadre de cette délégation, Madame Corinne CONSTANTIN est autorisée à signer les actes, arrêtés, décisions et correspondances relevant des domaines susvisés.

ARTICLE 3 : La signature de Madame Corinne CONSTANTIN devra être précédée de la mention :

« Pour le Maire, par délégation, La 1^{ère} Adjointe »

ARTICLE 4 : La présente délégation pourra être rapportée à tout moment.

Cette délégation s'exerce sous la surveillance et la responsabilité du Maire.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié, notifié à l'intéressée et transmis au représentant de l'État dans le département de l'Hérault.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du maire dans le même délai.

En cas de recours gracieux, le délai de recours contentieux est prorogé : il court à compter de la réponse expresse ou du rejet implicite (absence de réponse dans un délai de deux mois).

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible sur le site www.telerecours.fr.

Fait à Laurens, le 23 Mars 2026

Le Maire,
Jacques ROMERO



Notifié le : 23 Mars 2026

Corinne CONSTANTIN

1^{ère} Adjointe au Maire

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Corinne Constantin".